# L'HUMANITÉ rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !*

I F Boite Postale 134, Paris-20e
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES MARXISTE-LENINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS ET INTELLECTUELS

2e ANNEE
JEUDI 22 OCTOBRE 1970 N° 76


# LIBERTÉ D'EXPRESSION !

## Éditorial

De nouvelles menaces viennent d'être proférées contre les libertés d'expression par Marcellin, ministre de l'Intérieur, afin d'interdire aux journaux de relater les exactions des « forces de l'ordre » :

> « Et puis, il y a ceux qui, visant des buts politiques, calomnient la police pour affaiblir la défense de la République.
>
> » J'utiliserai tous les moyens que la loi met à ma disposition pour mettre fin à ces agissements concertés et intolérables. »

On mesure comment il faut comprendre la déclaration récente de Chaban Delmas :

> « ...nous menons tous et toujours (un combat) pour qu'en définitive la France soit libre, indépendante, que l'on puisse y dire ce que l'on pense, y faire ce que l'on veut, et que, si possible, la justice se répande toujours davantage ».

La liberté d'association est tout autant bafouée : à part deux organisations trotskystes, les nombreux mouvements interdits le 12 juin 1968 — dont le PCMLF, et la Gauche Prolétarienne plus récemment — restent interdits et persécutés. Les procès politiques succèdent aux procès politiques, « ...la justice se répand toujours davantage » comme le disait Chaban.

Certes, ni le P« C »F révisionniste ni le Parti Socialiste de Savary ne connaissent les rigueurs de la justice de classe, et pour cause...

La classe capitaliste, les monopoles au pouvoir n'oublient pas que Jacques Duclos et Guy Ducoloné ont réclamé devant les assemblées la dissolution des organisations « fascistes de gauche », des organisations « fascistes de toutes tendances »...

Bien sûr, il ne s'agit là que de complices. **Des complices du Pouvoir** qui rétribue les organisations syndicales et culturelles inspirées et dirigées sur la voie de la collaboration.

A la colère qui monte des usines, des chantiers et des campagnes devant la détérioration des conditions de vie et de travail des masses populaires, le Pouvoir d'Etat peut bien répondre par des procès, des saisies, des interdictions, des arrestations ; les causes profondes restant les mêmes, les résultats resteront identiques, amplifiés encore par la révolte contre un arbitraire et une démagogie toujours plus cyniques (voir les 2 déclarations ci-dessus).

Le barrage que les chefs syndicaux opposent à l'indispensable lutte anti-répressive des masses sera enfoncé tôt ou tard. Et le plus tôt sera le mieux.

Séguy, révisionniste et collaborateur de classe notoire peut bien déclarer : « Aucun impératif d'Etat ne peut hypothéquer notre action syndicale... nous restons avant tout les représentants des salariés » (!!!)

Démagogie hors mesure, qui ne représente absolument pas l'esprit des travailleurs dont se réclame ce renégat.

La classe ouvrière n'est pas plus d'accord avec l'incarcération de plusieurs dizaines de prisonniers politiques anti-capitalistes, qu'avec les appréciations flatteusement nuancées sur le voyage de Pompidou à Moscou.

N'en déplaise aux hommes de « gôche » qui ont hurlé au fascisme (!!!) et réclamé au gouvernement l'interdiction des « gauchistes » qui les dénoncent partout devant les masses, les tribunaux bourgeois ne les sauveront pas de la poubelle de l'histoire.

Vous pouvez bien tous d'accord ensemble enchaîner Geismar, vous ne pourrez pas empêcher que la colère qui monte déferle bientôt, emportant votre édifice pourri bâti sur le mensonge et l'exploitation de l'homme par l'homme.

Pour nous marxistes-léninistes, qui ne partageons pas les vues du camarade Geismar (vues de type anarchiste et guévariste), nous disons : cette arrestation, ces condamnations en préparent encore d'autres si l'on n'y prend garde !

La publicité qui est donnée aux mesures de répression montre clairement que l'Etat capitaliste veut habituer l'opinion aux arrestations de ses adversaires politiques.

Il est indispensable que la classe ouvrière et ses militants comprennent qu'en frappant lourdement Geismar aujourd'hui, le Pouvoir de la bourgeoisie se prépare activement à une répression généralisée et beaucoup plus vaste. Ne l'oublions pas : **de la fascisation au fascisme il n'y a qu'un pas.** Et lorsque nous apprenons que les C.D.R. applaudissent les directions confédérales des syndicats, que par ailleurs un député U.D.R. comme Griotteray a la haute main sur la C.F.T. (Confédération Française du Travail), nous pensons que la bourgeoisie développe de grands efforts pour gagner une base de masse aux idées fascisantes.

— Vigilance devant la fascisation qui s'aggrave !

— Liberté pour les prisonniers politiques !

— Dissolution de la Cour de Sûreté de l'Etat !

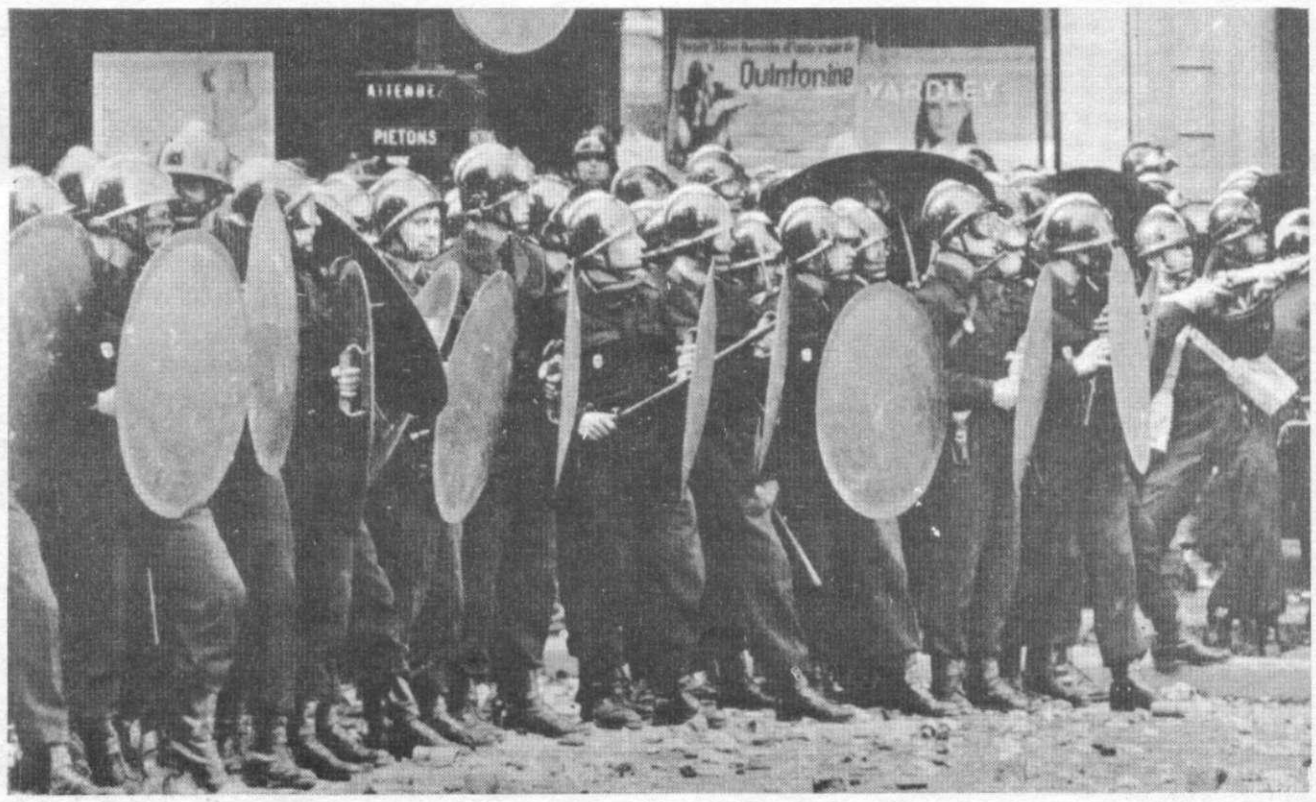
Dénonçons les complices de l'Etat bourgeois ! Unité contre la répression !

Répétons-le, nous ne partageons pas les vues politiques de Geismar, mais face à la répression qui le frappe et grandit, nous appelons à organiser sa défense de masse.

Contre la bourgeoisie fascisante nous sommes tous aux côtés d'Alain Geismar et des autres emprisonnés politiques actuels.

Unité antirépressive, antifasciste !

H.R.




*Société nouvelle ou capitalisme qui continue ?*

***A TOUS NOS LECTEURS, CAMARADES, AMIS ET SYMPATHISANTS***

# NON L'HUMANITÉ ROUGE NE DISPARAITRA PAS ! (IV)

## A NOS CAMARADES QUI CESSENT LA DIFFUSION MILITANTE :

Sur plaintes personnelles du politicien Marcellin, ministre de l'Intérieur, notre hebdomadaire est accusé d'avoir, à trois reprises « diffamé » ou « injurié » la police. Certes « *Etre attaqué par l'ennemi est une bonne et non une mauvaise chose* » et de ce point de vue, cet avocat bourgeois qui fait carrière politique dans les rangs de la plus noire réaction, honore « *L'Humanité Rouge* ».

Nous ne parlerions pas de lui, il est un représentant de la classe exploiteuse qui opprime et réprime le prolétariat et ne mérite de notre part, en tant que tel, que mépris et lutte.

Mais il se trouve qu'au moment où cet individu nous témoigne sa hargne, certains camarades, quelques groupes de diffuseurs abandonnent la vente de « *L'Humanité Rouge* ».

Quels que puissent être les motifs invoqués par eux, nous leur demandons de constater que le moment est réellement fort mal choisi. On ne quitte pas un combat lorsque l'ennemi lance de nouveaux assauts, même si l'on estime (à tort ou à raison ?) que l'état-major a commis des erreurs. Celui qui renonce à la lutte, lorsque sont encerclés ses camarades, n'est-il rien d'autre qu'un déserteur ? Nous sommes convaincus que les militants qui cessent la diffusion de l'H.R. n'ont pas vu cet aspect de la question et n'agissent ainsi que sous l'emprise du subjectivisme. Trompés, ils n'ont pas conscience de la gravité de leur décision. Aussi leur posons-nous quelques questions :

— Marcellin attaque-t-il « *L'Huma blanche* » ?

— Si « *L'Huma Rouge* » portait en elle une ligne de collaboration de classe, un opportunisme de droite congénital (la fameuse «tare» des militants issus du P.«C.»F. !), Marcellin l'assignerait-elle en justice ?

— N'éprouvez-vous pas quelque malaise à laisser sous le feu de l'ennemi vos camarades, même si vous avez avec eux quelques contradictions forcément secondaires par rapport à celle, fondamentale, qui vous oppose au pouvoir de la bourgeoisie ?

— Si vous êtes des marxistes-léninistes conséquents, attachés à la pensée-maotsétoung, quelle sera votre conscience de militant lorsqu'en partie de votre faute, l'H.R. aura cessé de paraître ?

— Ne comprenez-vous donc pas que vous baissez les bras, au moment où l'objectif commun de Marcellin et des dirigeants révisionnistes menace d'être réalisé ?

Venez discuter avec nous, camarades, adressez-nous vos critiques sans ménagement, aidez-nous à corriger ce qui doit l'être, mais ne commettez pas cette erreur si grave : la désertion au moment le plus critique. Aidez-nous à repousser les attaques de la bourgeoisie et de ses complices. C'est ce que vous commande l'idéologie prolétarienne.

Quant à nous, ouvriers et intellectuels modestes mais sincères, nous nous battrons debout, sans aucun esprit de recul, tant qu'il le faudra.

Non, « *L'Humanité Rouge* » ne disparaîtra pas !

Le comité de rédaction.

## SOUTIEN DU C.D.H.R. NOISY-LE-SEC

*Chers camarades,*

*Nous répondons aux appels de notre journal «l'Humanité Rouge ». « l'Humanité Rouge » est menacée de disparaître sous les coups de l'ennemi de classe. Quelles sont les tâches des C.D.H.R., des militants et des lecteurs ?*

1) Conditions préalables pour la défense d'H.R.

*Deux attitudes opposées sont possibles : l'une, négative, consiste à cesser tout soutien à H.R., en refusant même de le diffuser sous prétexte qu'il est « mauvais ». On se contente de discutailler sur la «ligne» et en fait le travail n'avance pas, le soutien H.R. est laissé pour compte.*

*Malgré les nombreux défauts du journal, et à cause de ces défauts, il est primordial de poursuivre la diffusion de l'H.R., de populariser le journal et recueillir les avis, les critiques des masses, encourager leur participation rédactionnelle à* leur *journal. Les CDHR doivent eux-mêmes prendre en main la participation au journal (envoi d'informations, d'articles, de bilans, de leurs tracts) et expliquer inlassablement autour d'eux l'importance de cette forme de soutien à H.R. C'est ainsi que « l'Humanité Rouge » deviendra un véritable journal communiste de masse.*

2) Autre condition essentielle pour la survie de HR et pour qu'il devienne le journal de la classe ouvrière, *c'est de développer et renforcer le soutien financier. Sans argent, pas de journal ! Les 15 millions prévus pour le 1er mai 70 ont été atteints avec cinq mois de retard, et déjà, H.R. doit faire face à trois procès et 10 millions de dettes. La situation risque de s'aggraver encore dans les semaines à venir. Mobilisons-nous donc pour la défense financière de l'HR ! Les militants doivent souscrire en permanence et organiser de grandes campagnes de souscription parmi les masses. L'H.R., journal de la classe ouvrière, doit être défendu par la classe ouvrière !*

En avant dans la souscription permanente !

Lecteur, camarades, amis et sympathisants, participons activement à la rédaction de l'H.R. !

Non, « l'Humanité Rouge » ne disparaîtra pas !

Vive « l'Humanité Rouge » !

Vive le marxisme-léninisme !

C.D.H.R. de Noisy-le-Sec.


**ABONNEZ-VOUS !**

**NOM** .....

**PRENOM** .....

**ADRESSE** .....

.....

| | |
|---|---|
| **6 mois** | **20 F** |
| **1 an** | **40 F** |
| **pli fermé** | **80 F** |
| **étranger (avion)** | **120 F** |

**ABONNEMENTS DE SOUTIEN**

| | |
|---|---|
| **6 mois** | **40 F** |
| **1 an** | **80 F** |

**C.C.P. « L'HUMANITE ROUGE » 30.226-72 - LA SOURCE.**


## SOUSCRIPTION PERMANENTE

| | | | |
|---|---|---|---|
| | Total précédent | 6 764 | F |
| J.C. pour balayer le Trotskysme et pour la diffusion de la brochure « Ecrasons le Trotskysme » | Paris | 100 | F |
| Un camarade pour le soutien de H.R. | Saint-Etienne | 10 | F |
| J.R. | Paris 20e | 5 | F |
| Un sympathisant | Reims | 50 | F |
| J. P. M. | Strasbourg | 10 | F |
| D.A. | Gennevilliers | 15 | F |
| Pour que H.R. se développe | Nice | 100 | F |
| C.D.H.R. | Decazeville | 15 | F |
| C.D.H.R. | Melun | 120 | F |
| Souscription permanente | Clermont-Ferrand | 104 | F |
| C.D.H.R. | Dijon | 105 | F |
| Sympathisants de Petit-Quevilly, Sotteville-les-Rouen, Saint-Etienne-du-Rouvray | Normandie | 30 | F |
| B.A. | Paris 4e | 10 | F |
| Un lycéen | Paris | 10 | F |
| Un couple d'enseignants | Paris 11e | 30 | F |
| C.D.H.R. (septembre) | Noisy-le-Sec | 388,50 | F |
| C.P. | Choisy-le-Roi | 110 | F |
| | Total général | 7 966,50 | F |

## Secours Rouge

| | | | |
|---|---|---|---|
| | Total précédent | 5 921,64 | F |
| Un médecin | Paris | 500 | F |
| Collecte au Phénix | Paris | 61 | F |
| C.D.H.R. | Noisy-le-Sec | 80 | F |
| | Total général | 6 562,64 | F |

## TÉMOIGNAGE D'UN TRAVAILLEUR IMMIGRÉ

*J'ai écrit cette lettre pour aider les ouvriers français à prendre conscience des problèmes des travailleurs immigrés et pour aider les travailleurs immigrés à prendre conscience de leur propre situation.*

*« L'Humanité Rouge » est un journal révolutionnaire, donc attaqué de tous les côtés, de milles manières, par la bourgeoisie. C'est pourquoi je vais faire ce que je peux pour vous aider ; je pense vous envoyer un autre article bientôt.*

Un travailleur algérien.

(Voir son article page 3.)

Je suis un ouvrier algérien. Je suis parti d'Algérie quand j'avais 20 ans. J'étais obligé de partir, il n'y avait de travail pour personne et il fallait faire vivre la famille.

Je suis arrivé en France : je ne savais pas parler français, je ne savais rien, je me trouvais dans la rue sans travail ni logement. J'ai été chez un patron de café algérien au hasard qui m'a logé pendant trois mois dans une cave ; la nuit, les rats passaient sur ma figure. On était trois à dormir dans la cave, on payait chacun 40 F par mois.

Après trois mois seulement, un camarade algérien m'a trouvé du travail comme manœuvre dans le bâtiment. Je faisais dix heures par jour et après, je retournais dans ma cave. J'étais obligé de boire et de manger chez le patron, sinon il ne me louait pas la cave pour dormir. Pendant trois autres mois, j'ai vécu comme ça.

Nous, les travailleurs immigrés, la différence avec les ouvriers français c'est qu'on subit trois exploitations :

1° L'exploitation de la bourgeoisie algérienne qui nous vend comme des esclaves.

2° L'exploitation de la bourgeoisie française qui nous fait faire les travaux les plus durs et les moins bien payés.

Le gouvernement algérien se fiche complètement de la vie des travailleurs algériens en France. Le gouvernement français ne fait rien pour s'occuper de nous non plus.

3° Pour loger, on est obligé d'aller dans un bidonville ou dans un café-hôtel algérien ; et là encore le patron profite de notre misère pour faire de gros profits sur notre dos.

Le travailleur immigré, c'est comme un ballon entre deux équipes de football. La bourgeoisie algérienne, c'est une équipe, la bourgeoisie française l'autre équipe, et nous les travailleurs immigrés, on est comme le ballon. Les deux équipes jouent en se servant de nous. Le jour où le ballon est déchiré, on le jette et on le remplace par un autre.

Aujourd'hui, j'ai pris conscience ; je n'ai pas confiance en la bourgeoisie (de n'importe quelle nationalité), j'ai seulement confiance dans mes camarades ouvriers (de n'importe quelle nationalité).

J'ai bien réfléchi : ouvriers français et immigrés, on est tous exploités.

C'est pour ça qu'il faut qu'on lutte tous ensemble pour la même cause : le renversement de la bourgeoisie internationale, la victoire pour le mouvement ouvrier international.

En avant pour le socialisme, la dictature du prolétariat !

Vive la lutte du prolétariat international !

# FRONT OUVRIER

## DANS LE MICRO DU CIRQUE, CHABAN N'A SOUFFLÉ QUE DU VENT

Vendredi dernier, l'Assemblée nationale (sic) a accordé sa confiance à Chaban-Delmas à une écrasante majorité, 382 voix contre 89.

Lorsqu'on sait que la composition de cette haute instance du pouvoir bourgeois ne reflète en rien la réalité profonde du pays, qu'elle résulte du tripatouillage périodique des modes de scrutin législatif, il n'y a vraiment pas de quoi s'émouvoir d'un tel vote. Le Président de la République lui-même n'est-il pas l'élu d'une minorité ?

Mais les positions défendues en l'occurence par le gouvernement au service des intérêts de la grande bourgeoisie monopoliste n'en méritent pas moins d'être dénoncées avec colère : elles tiennent en effet de la démagogie la plus abjecte, à un moment précis où s'accentuent de façon de plus en plus intolérable l'exploitation, l'oppression, la répression de la classe ouvrière et des masses laborieuses des villes et des campagnes.

Après la minute de vérité que constitua, avant les vacances, la présentation du VI[e] Plan de l'économie capitaliste monopoliste d'Etat, entièrement orienté pour assurer des profits maxima aux groupes monopolistes et au patronat capitaliste, Chaban-Delmas a voulu « *changer le décor* » de sa « *nouvelle société* ».

Les nombreuses luttes ouvrières, paysannes aussi, engagées un peu partout en cette période de « rentrée sociale » contraignent le chef du gouvernement à tout faire pour essayer de freiner le mécontentement croissant, que les dirigeants révisionnistes eux-mêmes ne parviennent plus à contrôler.

Aussi le chef du gouvernement a-t-il recouru à la vieille pratique de la démagogie sociale si souvent utilisée par les politiciens bourgeois : il a brossé lui-même le tableau combien vaste de ce qu'il faudrait changer, puis a énuméré de nombreuses promesses... Comme un véritable bateleur de foire, il s'est efforcé de gruger les badauds, il a proclamé en substance : « *Demain on rasera gratis !* ». Il a promis des logements pour tous, des rajustements du salaire unique et des retraites, la modernisation des transports urbains. Il a fortement insisté sur la modification et l'extension des conventions collectives, (prônant à cet égard le système américain), il a parlé de moyens nouveaux pour la formation professionnelle, etc., etc. Mais tout ce bavardage n'est qu'une imposture, car la loi fondamentale du système capitaliste, à savoir la recherche du profit maximum pour les possédants, exclut toute amélioration durable et décisive pour les masses populaires.

Dans le micro du cirque, M. Chaban n'a soufflé que du vent.

La vérité de notre époque, la réalité de notre société est dans les usines, dans les campagnes et dans la rue.

En étaient authentiquement porteurs ces milliers d'employés des grands magasins que répressions patronale et gouvernementale n'ont pu empêcher de manifester dans les grandes artères du centre de Paris.

Que fera ce gouvernement de nantis et d'exploiteurs pour supprimer ce scandale des salaires inférieurs à 800 F, voire même à 650 F par mois ?

En étaient aussi les témoins ardents ces jeunes filles de la fameuse « Redoute » à Roubaix, qui ont fait grève durant toute la semaine, scandant « *Ce n'est qu'un début, continuons le combat !* » et chantant « l'*Internationale* », comme leurs courageux aïeux et pères, les mineurs révolutionnaires d'il y a un quart et un demi-siècle.

En sont encore les représentantes ces jeunes ouvrières de moins de vingt ans qui s'organisent « *à la base et pour l'action* » sous la direction de militantes marxistes-léninistes à l'usine Del dans les Pyrénées-Orientales, pour obtenir de meilleures conditions de travail (des gants et des bottes) et pour rejeter la condition d'esclaves imposée par leur patron qui les contraint à « *travailler de nuit* ».

Les paysans travailleurs, ruinés par les endettements inévitables, pressurés par les banques, écrasés par les impôts se sont aussi révoltés avec violence contre les conséquences scandaleuses du Marché Commun agricole. La « *société nouvelle* » se caractérise par ces milliers de tonnes de pommes, d'artichauts, de pêches que les gros intermédiaires préfèrent laisser pourrir et détruire plutôt que de les distribuer gratuitement aux affamés des bidonvilles, aux vieux des hospices, aux enfants des écoles, aux chômeurs qui sont maintenant plus d'un million.

Les travailleurs immigrés, pour leur part, savent aussi à quoi s'en tenir sur les belles intentions proclamées par M. Chaban en ce qui concerne la suppression des bidonvilles et le relogement décent de leurs habitants. De plus en plus nombreux, se tournant vers ceux qui les aiment et les respectent comme leurs frères de classe, reconnaissant dans les représentants de la pensée-maotsétoung les seuls authentiques révolutionnaires et internationalistes prolétariens, ils se préparent eux aussi pour la conquête du socialisme.

Leur travail constitue le fondement des droits politiques et sociaux que nous exigeons pour eux, identiques à ceux de leurs compagnons d'usines ou de chantiers de nationalité française. Pourquoi donc un travailleur algérien, africain, espagnol ou portugais ne bénéficierait-il pas des mêmes droits qu'un travailleur français ? Seule une idéologie raciste, xénophobe et bourgeoise ose encore s'y opposer, alors que les deux hommes construisent ensemble les mêmes édifices, les mêmes routes, piochent côte à côte dans le même charbon, dans la même mine ou travaillent sur la même machine dans la même usine.

Oui, il y a deux classes qui s'affrontent de plus en plus violemment dans notre pays, comme dans le monde entier : la classe ouvrière, les travailleurs des villes et des campagnes se préparent à rejeter le capitalisme avec son intolérable cortège d'exploitation, d'oppression et de répression.

Votre démagogie, M. Chaban, fera long feu. Ces jeunes filles que vous ne connaissez pas, mais dont nous sommes si proches, nous les marxistes-léninistes, ces jeunes ouvrières de dix-huit ans qui se redressent pour la lutte de classe sur des positions prolétariennes, elles symbolisent notre peuple aux profondes et glorieuses traditions révolutionnaires, mais nullement votre vieille société pourrissante.

Tremblez, Messieurs les serviteurs de l'ordre capitaliste assemblés sur les bancs du cirque, demain vous ne tromperez plus personne. Ni vous, ni qui que ce soit ne pourrez empêcher notre jeunesse ardente de préparer, puis de réaliser le rêve des générations précédentes : la révolution prolétarienne... et vous subirez la dictature des exploités sur les exploiteurs, de la majorité du peuple sur la minorité des buveurs de sang, la dictature du prolétariat.

Gaston LESPOIR.

***MARSEILLE :***

## COMPAGNIES DE NAVIGATION

Le personnel sédentaire des Messageries Maritimes renforce sa lutte contre le démembrement et pour la défense du statut.

Après la Transat, les Messageries ! La volonté de l'Etat des monopoles de liquider le statut du personnel sédentaire de ces compagnies de navigation ne connaît plus de bornes !

Nous avons relaté récemment comment, à la faveur de la fusion des lignes méditerranéennes de la Transat avec la compagnie (privée) de Navigation Mixte, l'Etat et les armateurs entendent parvenir à la liquidation du statut du personnel sédentaire. Le statut, analogue à celui de la S.N.C.F. assure en effet un certain nombre de garanties (stabilité, avancement, retraite, etc...) qui sont absentes dans les compagnies privées, où les patrons de choc à la Fraissinet font la loi.

Récemment, une nouvelle atteinte à la situation de ce personnel : le décrochage de son statut par rapport à celui de la S.N.C.F. est décidé sous le prétexte qu'un « contrat de progrès (!) » a été signé dans ce service public.

Cette fois-ci, le coup porté est plus grave. En effet, un communiqué conjoint de la Direction des Messageries Maritimes et de la Cie (privée) des Chargeurs Réunis indique que les deux compagnies vont « coordonner étroitement » leur activité, premier pas vers une fusion. Or, le poids respectif des deux compagnies, contrairement à ce qui s'est passé pour la fusion Transat-Compagnie de Navigation Mixte, aurait pour conséquence *inéluctable* l'absorption *rapide* des Messageries Maritimes par la puissante Compagnie des Chargeurs Réunis, laquelle est une simple filiale du capital bancaire.

En outre, cette fusion intéresserait, en fait, toutes les lignes des Messageries, alors que pour la fusion Transat-Mixte, seules les lignes méditerranéennes de la Transat (soit une minorité du personnel) sont touchées.

La menace est donc nettement plus précise, mais l'Etat-patron et les armateurs — en échelonnant et en dosant leurs mesures liquidatrices — pensaient pouvoir parvenir à leurs fins sans provoquer de remous.

Ça ne s'est pas passé comme ils l'escomptaient. Si léthargiques que soient les directions syndicales, elles ont dû tenir compte de la colère et de la volonté de lutte du personnel des Messageries Maritimes. Aussi, toutes les sections syndicales ont-elles appelé les employés à faire la grève *le 8 octobre*, jour de la réunion à Paris du Conseil d'Administration.

*La totalité du personnel, exécution et cadre, a participé à cette grève avec occupation des locaux.*

Après cette première démonstration de leur résolution, les employés des Messageries Maritimes font preuve d'une grande combativité.

Mais cette combativité devra, pour se faire entendre, « bousculer » les directions syndicales, en particulier celles de la C.G.T. et de F.O., qui continuent de lanterner le personnel des Messageries comme celui de la Transat, de parlottes en délégations et de délégations en préavis de grève-bidon.

D'ailleurs, le personnel des compagnies de navigation privées est concerné, lui aussi.

A la volonté patronale et gouvernementale de liquider le statut, opposons, tous unis, la revendication d'un statut unique garantissant à tous les employés des compagnies de navigation les avantages acquis par ceux de la Transat et des Messageries, grâce à leurs luttes !

A bas la liquidation de la marine marchande, génératrice de chômage !

A l'union des armateurs et du pouvoir, opposons l'unité à la base de tous les employés, pour l'action et dans l'action !

Correspondant H.R.
Marseille-Port.

***TÉMOIGNAGE D'UN TRAVAILLEUR IMMIGRÉ***

## LES PATRONS DE CAFÉS ALGÉRIENS

A St-Denis, il y a un café-hôtel algérien. Avant, dans chaque chambre vivait une personne qui payait 100 F par mois. Ce qui est déjà beaucoup pour ce que c'est.

Il y a 3 mois, un nouveau patron a racheté le café-hôtel. Pour faire plus de profits, il voulait mettre 4 personnes par chambre, les anciens locataires qui y habitaient ont refusé. Le nouveau patron décide de les envoyer tous à la rue, mais les travailleurs refusent.

Comme les travailleurs n'étaient pas d'accord, le patron va voir la police avec qui il est de mèche, mais elle s'en lave les mains.

Les ouvriers, eux, vont voir le consulat algérien, en qui ils avaient confiance. Le consulat algérien convoque le patron du café et se met d'accord avec lui.

Peu de temps après, les ouvriers qui habitent là depuis 9 ans, mais n'étaient pas organisés sont expulsés. Maintenant ils sont dispersés dans des bidonvilles, dans des baraques ou dans d'autres cafés.

Maintenant, dans le café, le patron a fait venir des travailleurs de son village. Il loge quatre personnes par chambre et fait payer 100 F à chacun : ça fait la chambre à 400 F.

Les ouvriers ne peuvent plus faire leur cuisine dans leurs chambres, ils sont obligés de manger chez le patron (encore un bénéfice supplémentaire).

Dans ce cas, comment les ouvriers peuvent-ils gagner leur vie et nourrir leur famille si le patron vole tout ?

Les patrons de cafés-hôtels sont de grands profiteurs de la misère des travailleurs immigrés.

Parce qu'on ne trouve pas de logement ailleurs, les ouvriers étrangers sont obligés d'aller voir le patron de café ; lui, il en profite pour faire la loi (il oblige, en plus du loyer à payer, les ouvriers à boire et à manger chez lui).

En plus, les patrons de cafés sont racistes, ils n'acceptent que les gars de leur village et profitent de leur confiance et de leur ignorance. Cela entretient des divisions entre les travailleurs (kabiles et arabes, etc...)

La police française et l'amicale algérienne (police de Boumédienne en France) sont de mèche avec les patrons de café contre les travailleurs en échange de nombreux marchandages.

Cela vient que nous, travailleurs immigrés, nous ne sommes pas organisés pour lutter contre ces injustices. Il faut prendre conscience de cela et nous organiser pour lutter contre ces profiteurs.

Les patrons français ou étrangers sont tous les mêmes : ils veulent tous profiter sur notre dos.

Mon frère ! Le patron de café est un ennemi, et ton camarade, c'est l'ouvrier qui travaille avec toi.

Travailleurs français et immigrés, une seule classe ouvrière !

A bas les profiteurs !

Tous unis dans le combat contre la bourgeoisie !

SCANDERBERG

ENVER HOXHA

# L'Albanie Rouge a 25 ans

## LES RAISONS DU SUCCES

De Durres à Korça comme du Sud au Nord, les résultats d'une sage direction marxiste-léniniste et d'une impétueuse volonté populaire sont présents et contrôlables.

De toute l'Europe, l'Albanie est le pays qui a progressé et progresse toujours le plus vite.

C'est vrai qu'il n'y a pas eu de « pause » au lendemain de la libération du pays.

C'est vrai aussi qu'il n'y a pas eu de retour aux ornières du passé en 1960 ; mais bien au contraire, un refus cinglant de la politique de rétablissement progressif du capitalisme des Khrouchtcheviens.

C'est vrai que la lutte contre le révisionnisme moderne (de Tito) était menée dès 1947 par les Communistes Albanais dirigés par Enver.

C'est vrai que l'étroite unité qui s'était forgée entre le Peuple et les communistes albanais pendant la guerre antifasciste de libération nationale ne s'est jamais relâchée, mais au contraire s'est renforcée et étendue.

### UNE ETROITE UNITE

Pour s'en convaincre, il suffit de regarder les accolades affectueuses des plus importants responsables avec les simples gens du Peuple, tous patriotes et internationalistes (mais pas tous membres du Parti du Travail).

Ainsi près de Korça, à la commémoration du Bataillon de Fouetbabani (1) (partisans) avant et après le discours sobre, direct et familier de Rita Marco (membre du bureau politique du Parti) nous verrons ces anciens camarades de lutte (il servit dans ce bataillon) lui porter d'affectueuses bourades, les mères des martyrs lui serrer la main, le peuple se serrer familièrement autour de lui.

A cette fête, la foule exprima le désir de voir danser ses responsables ; et c'est dans une bonne humeur évidente que les 2 responsables nationaux se joignirent sur l'estrade aux danseurs dans des figures folkloriques assez sportives à notre avis. A la bonne franquette, comme on dit chez nous : c'était simple, familier et détendu, au milieu des rires et des exclamations, dans le décor naturel d'une forêt d'accacias, sur le lieu même qui avait vu la formation du bataillon.

Des milliers de villageois, hommes et femmes, jeunes et vieux étaient présents ; bref, tous les villages des environs.

Ce qui cimente cette étroite unité entre le Peuple et le Parti et ses dirigeants c'est avant tout la confiance :

« Ici, nous nous connaissons tous car notre pays n'est pas grand », nous dira un camarade albanais. « Un pays est surtout grand par les qualités et les actes de son Peuple », remarque un camarade de notre délégation.

Après avoir rougi, le camarade albanais nous répondra : « l'orgueil nous rendrait paresseux... alors que la simple fierté et le simple courage s'accordent bien », et il ajoute : « c'est chaque jour, et très simplement que des centaines de milliers de femmes et hommes de mon Peuple assurent par leur travail assidu et sérieux le développement de la production et le renforcement de notre Etat de dictature du prolétariat ».

Immédiatement nous rapprochons ces explications de l'affirmation d'un autre camarade albanais : « Le Parti et Enver nous ont toujours répété qu'il fallait travailler pour avoir des résultats ; ils pensent et ils vivent comme nous. Tout çà, c'était la vérité. Nous avons déjà des résultats et çà continue à avancer ! »

Oui, tout cela est vrai : la naissance et le développement de l'industrie albanaise, tout comme la collectivisation de l'agriculture et sa croissance sont des faits bien réels qui ont rendu la vie toujours plus heureuse dans l'Albanie Rouge d'Enver Hoxha dont nous avons évoqué quelques aspects saillants dans nos articles précédents.

### POPULI, PARTI, ENVER

Mais à quoi sont donc dûs ces progrès spectaculaires, sinon, avant tout à la juste direction prolétarienne du Parti et d'Enver.

Comment se fait-il que l'Albanie opprimée du passé soit devenue ce bloc d'acier dur, inspirant le respect à tous, la crainte à ses ennemis ?

Le rôle du camarade Enver, essentiel dans la guerre de libération comme dans l'œuvre d'édification socialiste ne peut être oublié un seul instant. Son apport à chaque instant décisif des 40 dernières années est à l'origine des combats victorieux du peuple.

Dirigé par Enver, le Parti a su mobiliser les larges masses du Peuple et écraser et chasser les envahisseurs fascistes.

Sous cette même direction, ils ont su reconstruire, édifier et moderniser le pays. Enver Hoxha en tête, ils se sont opposés dès 1947 aux révisionnistes titistes avant d'affronter intrépidement à Moscou les révisionnistes khrouchtcheviens qui avaient chaussé les bottes fascistes de Tito en 1960.

Cet immense mérite historique du camarade Enver Hoxha faisant face et ridiculisant les renégats khrouchtchéviens restera à jamais un exemple de l'intrépidité bolchevik.

Ce courage exemplaire fruit de la fidélité aux enseignements du matérialisme dialectique et historique, fruit de la fidélité aux principes du léninisme restera au travers des siècles un étalon pour mesurer la détermination d'un véritable communiste.

Compagnon d'arme de Staline, Dimitrov et Mao, Enver restera à jamais une des plus grandes figures du mouvement ouvrier international.

Sa simplicité, sa modestie et sa bonté pour le Peuple sont aussi proverbiales que sa fermeté.

L'amour du Peuple interdit de reculer en même temps qu'une vision claire du but et des obstacles permet de guider sagement. La classe ouvrière et le Peuple albanais ont eu le guide que méritait leur courage ancestral, que méritait leur amour de la liberté, de la justice, de l'indépendance pour tous vers le communisme.

Enver en 1944, recueille la petite orpheline (aujourd'hui institutrice).

### UN IMPORTANT APPORT THEORIQUE

Mais Enver Hoxha n'est pas seulement un praticien, ainsi qu'en témoignent ses diverses interventions déjà traduites en français. C'est un grand maître, un éminent marxiste-léniniste, géant de la pensée et de l'action. Son apport théorique au regroupement des marxistes-léninistes dans le monde et notamment en Europe est aussi magistral que son exemple de 1960.

Bientôt, le 1er tome de ses œuvres sera traduit en français ; mais déjà beaucoup de ses interventions et discours sont édités (2).

Nous sommes convaincus qu'avec une telle direction le Peuple albanais ne peut reculer. Il continuera d'avancer vers le communisme avec la fermeté et le calme traditionnels au pays des aigles. Il ne reculera pas !

Afin de rejoindre dans un même hommage tout ce qui fait honneur à notre idéal nous accolons le mot d'ordre albanais : « **Populi, Parti, Enver** », à notre cri : « **Staline, Enver, Mao** » !

**L'Albanie est et restera Rouge !**

FIN

*Joseph Vissanariovitch Staline et Enver Hoxha, deux compagnons d'armes fidèles à Lénine.*

(1) **Fouetbabani** - Commandant partisan, fondateur du bataillon. Le mena constamment à la gloire, portant de rudes coups aux occupants hitlériens et mussoliniens. Tomba héroïquement à la tête de ses camarades en perçant l'encerclement fasciste.

(2) Ces enseignements particulièrement utiles aux marxistes-léninistes de France sont fondés sur la pratique, une pratique vécue. Une aussi riche semence fera lever des pousses partout où elle tombera ; aussi la diffusion des œuvres du camarade Enver Hoxha est une exigence impérieuse en même temps qu'un gage de succès.

# DALADIER, BLUM, MUNICH...

*32 ans après avoir signé les accords de Munich (à dix jours près), l'un des politiciens français les plus néfastes est mort le 10 octobre dernier.*

*Président du Parti radical socialiste, notamment dans la période du Front Populaire, il était considéré par le P.C.F. comme le représentant de « gauche » des « classes moyennes » françaises qu'il tenait à tout prix à inclure dans le « rassemblement des forces démocratiques et anti-fascistes » pour le Pain, la Paix et la Liberté.*

*Tantôt associé à Edouard Herriot, tantôt à Camille Chautemps (ces deux autres représentants de « gauche » des classes moyennes), tantôt travaillant pour son propre compte, il passe le plus clair de sa vie politique de 1925 à 1940, soit comme ministre de la Défense Nationale, soit comme Président du Conseil.*

### Un lâche

*Ce « taureau du Vaucluse » ainsi nommé parce qu'il avait la voix puissante et qu'il était député du Vaucluse, était pourtant un lâche. Sa conduite au lendemain de l'émeute fasciste du 6 février 1934 et à l'occasion de la signature des accords de Munich justifie cette épithète infamante.*

*En effet, alors que les fascistes de tout acabit, encouragés par l'accession d'Hitler au pouvoir en Allemagne, s'efforçaient de tenir le haut du pavé parisien, allant jusqu'à donner l'assaut au Palais Bourbon, il cède à leurs menaces. Président du Conseil depuis le 30 janvier 1934, le 7 février, il donne sa démission pour satisfaire les exigences fascistes alors même que la Chambre des Députés venait de lui voter la confiance à une majorité de cent voix.*

*C'est à cet homme que le P. C. F. fit confiance pour barrer la route au fascisme !*

*C'est lui qui représente le Parti radical au « Rassemblement de toutes les forces résolues à défendre la Liberté » le 14 juillet 1935 de la Bastille à Vincennes.*

*C'est lui qui est le second de Léon Blum au premier gouvernement de Front Populaire formé en toute hâte le 4 juin 1936 pour endiguer la vague de grèves avec occupation des usines qui déferlent sur toute la France depuis le 11 mai.*

*C'est en tant que représentant des classes moyennes « qu'il ne faut pas effrayer » pour assurer la survie du Front Populaire, qu'il décide avec le social-démocrate Léon Blum, la non intervention en Espagne envahie par les divisions phalangistes de Franco et les légions de Mussolini et Hitler, la « pause » des revendications des travailleurs, la dévaluation du franc de 25 % qui remet en cause les augmentations de salaire arrachées par les grèves.*

*C'est ce même gouvernement de Front Populaire Blum-Daladier qui laisse massacrer par sa police non épurée les manifestants de Clichy qui, le 16 mars 1937, s'opposaient à la tenue d'une réunion des Croix de Feu fascistes.*

### Serviteur de la Bourgeoisie capitaliste

*Radicalement opposé à tout bouleversement qui porterait atteinte aux privilèges de la bourgeoisie capitaliste qu'il représente au sein du Front Populaire, il s'est toujours rangé en fait du côté de ceux qui pensent que Hitler est en définitive le meilleur rempart contre le communisme. A cette époque, le souci primordial de ces gens-là était donc de détourner le danger hitlérien « avide d'espace vital » vers l'Est et de stopper à tout prix l'élan révolutionnaire de la classe ouvrière française, de la mettre au pas et de lui ravir les quelques « conquêtes sociales » de mai 1936.*

*Aussi Hitler a pu reconstituer la Wehrmacht, occuper la Rhénanie démilitarisée par le traité de Versailles, intervenir en Espagne en faveur de Franco, annexer l'Autriche en janvier 1938, sans que les gouvernements français où Daladier est toujours ministre de la Défense Nationale prennent des mesures pour s'y opposer.*

### Les accords de Munich

*C'est dans ce contexte de lâches abandons successifs qu'il faut situer la trahison de Munich.*

*Encouragé par la réussite de toutes ses exigences, Hitler veut annexer la Tchécoslovaquie en commençant par la région des Sudètes, peuplée en majorité de personnes de langue allemande. Sachant qu'il n'a en face de lui que des complices ou de lâches politiciens, il menace de mettre l'Europe à feu et à sang si on ne lui donne pas satisfaction. Cela suffit pour que ses exigences soient satisfaites par l'accord de Munich signé le 29 septembre 1938 par Hitler, Mussolini, Chamberlain et Daladier sans consulter le gouvernement tchécoslovaque, ni celui de l'U.R.S.S. garante comme la France de l'indépendance de la Tchécoslovaquie.*

*Munich est désormais resté dans l'histoire comme le type de la capitulation sans combat devant l'agression, au nom du maintien de la paix.*

*Munich, c'est aujourd'hui la recherche de compromis avec l'impérialisme américain pour sauver la paix, que ce soit au Vietnam, au Laos, au Cambodge ou au Proche-Orient.*

*L'antidote de Munich, c'est cette récente recommandation du président Mao Tsé toung :* « Un pays faible est à même de vaincre un pays fort, et un petit pays de vaincre un grand pays. Le peuple d'un petit pays triomphera à coup sûr de l'agression d'un grand pays, s'il ose se dresser pour la lutte, recourir aux armes et prendre en main le destin de son pays. »

*La lâcheté du « taureau du Vaucluse » à Munich a eu les suites que l'on connaît : les décrets-lois Daladier contre la classe ouvrière et le retour des réactionnaires au pouvoir, l'annexion par Hitler de la Tchécoslovaquie tout entière en 1939, l'occupation du « couloir polonais de Dantzig » par la Wehrmacht, la guerre de 1939-1945, la défaite et l'occupation allemande à partir de 1940, la Libération de 1944 grâce à la Résistance française avec les F.T.P.F. au premier rang et aux exploits de l'Armée rouge commandée par le généralissime Staline.*

*Ainsi donc, c'est un bon serviteur de la bourgeoisie française et un ennemi des travailleurs qui est mort le 10 octobre 1970.*

*Que le rappel de ses méfaits nous serve de leçon !*

*S'il est vrai que la classe ouvrière a besoin d'alliés pour remporter la victoire sur la bourgeoisie capitaliste et la réaction fasciste, elle ne doit pas aller le chercher dans les rangs de ses ennemis ! Sinon, elle ne pourra pas faire triompher en France la Révolution Prolétarienne et établir la dictature du prolétariat pour édifier le socialisme.*

*J.-P. SABATER.*


Etudions les œuvres du camarade Enver Hoxha.

— **Discours prononcé à la réunion des 81 partis communistes et ouvriers, à Moscou, le 16 novembre 1960.**
1 F (1,80 F contre envoi).

— **Rapport présenté à la première conférence consultative des cadres actifs du Parti Communiste d'Albanie (8 avril 1942).**
0,50 F (1,30 F contre envoi).

— **Rapport d'activité du Comité Central du Parti du Travail d'Albanie**, présenté au 5e Congrès du P.T.A. (1er novembre 1966).
2 F (4 F contre envoi).

En vente à la librairie « Le Phénix », 72, boulevard de Sébastopol, Paris-3e ou par notre intermédiaire. Paiement à la commande en timbres postes ou par versement à notre C.C.P.


## POMPIDOU A MOSCOU

*(suite de la page 8)*

### LES PEUPLES N'ONT PAS SIGNE !

Un hebdomadaire satirique a publié l'autre semaine un dessin significatif.

Pompidou et Brejnev, pareillement sourcilleux et renfrognés s'y font face. « Vous n'avez pas trop d'ennuis avec tous ces communistes ? » demande le premier au second. La mine déconfite de ce dernier indique que, hélas oui, il a des ennuis.

C'est là en effet le fond du problème. Comme l'a indiqué le camarade Mao Tsé toung, de nos jours, « la tendance principale, c'est la révolution ». En France comme en U.R.S.S. aussi. Les peuples d'Union Soviétique, le peuple français, sont de grands peuples, ils ont ouvert la voie de la révolution socialiste en 1871 (Commune de Paris), en octobre 1917 (révolution russe). Ils ont versé leur sang dans la lutte anti-fasciste. Ce n'est pas pour qu'aujourd'hui les P.D.G. s'installent au Kremlin où ils insultent par leur présence à la mémoire de Lénine et de Staline.

Oui, il y a « trop » de communistes, de révolutionnaires, de progressistes authentiques, en U.R.S.S., en France et dans le monde entier pour que les mauvais coups de Pompidou, Brejnev, Brandt, Nixon, Sato et Cie réussissent.

Ce sont des « forces réactionnaires au seuil de leur perte ».

Loin de se laisser impressionner par leurs derniers soubresauts, les peuples, à l'exemple des 700 millions de Chinois, redoubleront d'énergie dans leur lutte pour l'avènement du socialisme libérateur.

Hugues DEGENOST.

(1) Goulasch : *plat hongrois. Dans un discours prononcé en 1964 en Hongrie, Khrouchtchev avait déclaré que le communisme, c'est avant tout « plus de goulasch dans son assiette ».*

## EXPLOITATION TYPIQUEMENT CAPITALISTE DE LA CLASSE OUVRIERE EN U.R.S.S.

*(suite de la page 8)*

soviétiques différent des méthodes typiquement capitalistes. C'est en appliquant des méthodes de ce genre et en rétablissant le système des amendes pour les ouvriers, tout comme dans le capitalisme, que l'on augmente continuellement le nombre des chômeurs et l'on détériore la situation matérielle de la classe ouvrière.

Beaucoup d'entreprises soviétiques, poursuit le journal, accusent un grand retard technique. Les ouvriers sont obligés d'effectuer à la main des travaux pénibles et difficiles. L'application des « réformes économiques » a placé les petites entreprises techniquement en retard dans de grandes difficultés.

Face à cette réalité, les plumitifs révisionnistes sont obligés d'admettre que les petites entreprises n'ont pas toujours la possibilité de remplir leurs fonctions, en particulier dans le domaine de la perfection technique, de la production.

### ETABLISSEMENT DES PRIX SUIVANT LE PRINCIPE CAPITALISTE

En Union Soviétique et dans les autres pays révisionnistes l'ouvrier se heurte, dans le domaine du marché et des prix, à des conditions tout aussi graves. Piétinant le principe socialiste de l'établissement des prix de façon centralisée, les révisionnistes soviétiques appliquent dans ce domaine aussi les principes capitalistes suivant lesquels pour des capitaux égaux les capitalistes s'assurent des profits égaux. Justement au cours de la « réforme » des prix en 1967-1968, en Union Soviétique aussi les prix ont été établis suivant le schéma des prix de production afin que des entreprises à fonds égaux s'assurent des profits égaux.

En se reposant sur les prix établis de cette façon, on étend d'une année à l'autre la décentralisation des prix. En Union Soviétique, la décentralisation est très élevée.

A la suite de cette pratique capitaliste, les marchandises sont vendues à des prix différents, la concurrence s'accentue entre les collectifs de production, entre les organisations et les entreprises commerciales, le chaos sur le marché augmente, et tout cela se fait au détriment des travailleurs et de leur standard de vie, parce que les directeurs d'entreprises, tout en luttant pour augmenter leurs bénéfices, élèvent graduellement les prix.

En Union Soviétique on pratique désormais des formes qui assurent de gros profits en produisant et en vendant dans de larges proportions les articles de haute rentabilité et qui son vendus au prix fort et en négligeant les articles de premières nécessités que demande le peuple. De la sorte, en Union Soviétique et dans les autres pays révisionnistes, le but de la production ne répond plus aux intérêts et aux besoins de la population. C'est la lutte pour assurer des profits à un groupe restreint de dirigeants d'entreprises qui se transforment en des exploiteurs purs et simples.

Voilà quelle est la réalité. Voilà quels sont les faits. Et le grand tapage démagogique des chefs de file des révisionnistes et des plumitifs à leur service ne saurait les cacher. La raison fondamentale de ces phénomènes et de ces manifestations négatives dans l'économie soviétique réside justement dans la politique traitresse des chefs de file révisionnistes soviétiques qui ont sapé les principes du marxisme-léninisme. La raison fondamentale de ces phénomènes réside dans les rapports capitalistes établis maintenant dans l'économie soviétique, conclut « Zeri i Popullit ».

(*Extrait du quotidien albanais « Zeri i Popullit », organe du Comité Central du Parti du Travail d'Albanie*).

(*Les intertitres sont de « L'Humanité Rouge »*).


**Un nouveau document albanais jusqu'ici inédit en français**

**HISTOIRE DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE**

**Chapitres III, IV et V**

**En vente à la librairie « Le Phénix » 70, bd Sébastopol - Paris ou par notre intermédiaire l'exemplaire : 4 F + 2 F pour frais de port**

# FRONT OUVRIER

## B. H.V. DE GARGES-LES-GONESSE : UNE LUTTE EXEMPLAIRE TRAHIE

C'est une lutte d'avant-garde qui s'est déroulée au Bazar de l'Hôtel de Ville de Garges ; les 10.000 travailleurs rassemblés rue de Rivoli ne s'y sont pas trompés en acclamant la délégation du B.H.V. de Garges.

Et c'est parce qu'il s'agissait d'une lutte d'avant-garde que les pontes de la fédération C.G.T., aidés par quelques délégués de Rivoli, l'ont isolée pour la briser.

Après 17 jours de grève, c'est donc « contraints et forcés » comme le déclare un tract de la section syndicale C.G.T. que les travailleurs ont repris le boulot.

### Une lutte d'avant garde

— Sur le plan des méthodes de lutte : grève illimitée avec piquets de grève dissuadant les clients d'entrer (à la différnce de la grévette de 2 jours qui a eu lieu à Rivoli où les clients pouvaient acheter et donc les patrons se remplir les poches).

La Fédération est, elle, pour les grèves tournantes : c'est tellement mieux pour les patrons ! Le pognon peut toujours rentrer.

### Sur le plan des revendications

Alors que les pontes révisionnistes font tout pour diviser les travailleurs, les travailleurs de Garges ont lutté pour des revendications unissant les travailleurs.

— Pas de salaires inférieurs à 1.000 F (alors que le congrès fédéral de la C.G.T. d'avril 70 bêlait : aucun salaire inférieur à 800 F, première étape vers les 1.000 F) ;

— A travail égal, salaire égal !

— Augmentation égale pour tous !

— Par ailleurs, étant donné la volonté de lutte grandissante dans tous les grands magasins (non seulement à Paris mais aussi en province) la lutte du B.H.V. de Garges montrait la voie.

### Trahison de la Fédération CGT

Dans ces conditions, une direction de lutte de classes aurait lancé un mot d'ordre de grève générale illimitée dans les grands magasins. Mais les bonzes révisionnistes de la fédération C.G.T. préfèrent aller discutailler avec le ministre du Travail Fontanet.

La Fédération et certains délégués de Rivoli ont tout fait pour freiner la combativité des travailleurs de Rivoli, tout fait pour que les luttes ne soient pas unifiées. C'est que ces gens-là ont, tout comme leur patronne la bourgeoisie, une peur bleue des masses.

C'est la dénommée Lucienne Perez du Bureau fédéral qui est venue demander aux travailleurs de reprendre le travail (après la C.G.T.), leur déclarant qu'ils avaient remporté une victoire, le patron acceptant de communiquer les augmentations avant la reprise du travail (il voulait plutôt les communiquer après).

Résultats : 3 % d'augmentation, plus pour certains 50 F ! autant dire des miettes.

Conscients de leur isolement, les travailleurs ont repris le travail. Certains sont découragés, d'autres se préparent à de nouvelles luttes. Mais TOUS ont compris ce que sont les dirigeants de la C.G.T. et l'ont fait comprendre sans ménagement à Perez.

C'est dans de telles luttes que les travailleurs reprendront conscience de leur force, et démasqueront le révisionnisme, qu'ils comprendront la nécessité de rejoindre l'avant-garde marxiste-léniniste et de bâtir une centrale syndicale rouge.

A BAS LE REVISIONNISME !

EN AVANT VERS LE RENFORCEMENT DE L'AVANT-GARDE MARXISTE-LENINISTE !

EN AVANT VERS UNE CENTRALE SYNDICALE DE LUTTE DE CLASSE !

*Correspondant H.-R.*
*Garges-lès-Gonesse.*

***LA SEYNE-SUR-MER (Var)***

## MOUVEMENT REVENDICATIF AUX CHANTIERS NAVALS

*« Augmentation des salaires ! »,*
*« Retraite à 60 ans ! »,*
*« Pas de mensualisation au rabais ! »*
*tels étaient les mots d'ordre sur lesquels les travailleurs des chantiers de La Seyne ont massivement débrayé la semaine dernière et refusé, depuis lors, d'effectuer des heures supplémentaires.*

*La combativité était particulièrement élevée, les jeunes ouvriers se plaçant d'emblée à la pointe du combat de classe. Peut-être est-ce la raison pour laquelle le secrétaire général du syndicat C.G.T. a publiquement lancé une mise en garde contre « les agissements des gauchistes qui n'ont rien de commun avec les organisations syndicales ».*

*Les gauchistes ? (au sens de Lénine bien entendu). Ils n'ont en effet rien à voir avec les syndicats. D'ailleurs la plupart d'entre eux contestent sans appel leur utilité.*

*Mais les marxistes-léninistes, fidèles aux enseignements de Lénine et de Mao Tsé toung, savent qu'ils ont pour tâche de se lier avec la masse des travailleurs partout où cela leur est possible.*

*Entre le révisionnisme qui freine et sabote, la lutte de classes et le gauchisme qui s'en détache et s'en isole, il y a place pour le marxisme-léninisme. Ses militants doivent être au cœur de la classe ouvrière comme des poissons dans l'eau. Pour cela, ils doivent surmonter toutes leurs tendances erronées aussi bien opportunistes que sectaires. Et ce sont justement les ouvriers marxistes-léninistes qui parviendront demain par leur patient travail prolétarien au cœur des masses laborieuses à les arracher à l'idéologie révisionniste, à les entraîner sur de justes positions de classe, pour les grands combats préparant la révolution prolétarienne et l'institution de la dictature du prolétariat.*

*Si Dimo, le secrétaire général de la C.G.T. aux chantiers de La Seyne, a voulu désigner par « gauchistes » les marxistes-léninistes, ceux-ci lui administreront tôt ou tard la preuve qu'il était dans l'erreur. Il ne peut y avoir en effet aucune contradiction entre les luttes concrètes de la classe ouvrière et les marxistes-léninistes.*

*Seuls les dirigeants révisionnistes, craignant d'être débordés par la base, ont des désaccords avec la combativité des travailleurs. Et souvent, c'est au moment de l'action qu'ils se démasquent.*

*Vive l'unité à la base et dans l'action sur de justes positions prolétariennes contre le patronat exploiteur et l'Etat à sa dévotion !*

***TRACT DISTRIBUÉ AU B.H.V. D'IVRY :***

## TRAVAILLEURS NOUS SOMMES TROMPÉS ! POURQUOI ?

*Alors que de longue date notre mécontentement grandit devant les salaires de misère et les conditions de travail déplorables que nous impose la direction.*

*Alors que pour nous, les problèmes se multiplient, que la vie augmente et que nous avons de plus en plus de mal à joindre les deux bouts.*

*Alors qu'à Garges-les-Gonesse, les travailleurs du BHV, excédés, se sont mis en grève illimitée depuis le 29 septembre.*

*Alors que dans tous les grands magasins la même colère gronde contre la même exploitation.*

*QUE FONT CEUX QUI, SOI-DISANT, DEVRAIENT DEFENDRE NOS INTERETS ?*

*Des discours et encore des discours où chaque jour ils nous répètent : « Patience, camarades, la lutte continue ».*

*Des propositions de réunions paritaires avec la direction pour discuter de nos problèmes.*

*Et comme cela ne nous suffit pas et qu'ils sentent que nous en avons marre, ils organisent une manifestation, comme celle de mardi, où nous devons revendiquer « dans le calme et la dignité » sans que nous ayons la possibilité d'en discuter au préalable.*

*POUR QUI NOUS PREND-ON ? EST-CE DE CETTE FAÇON QUE NOUS OBTIENDRONS SATISFACTION ? NON, CAMARADES !*

*Les discours et les tables rondes n'ont jamais fait céder les patrons. Ou si, comme en Mai 1968 à Grenelle, ils ont lâché du lest c'est parce qu'ils savent bien que ce qu'ils donnent d'une main ils ont vite fait de le reprendre de l'autre. Les discours sont périmés, notre patience est à bout.*

*Et nos camarades de Garges qui sont en grève depuis 15 jours, présents en masse sur leur lieu de travail, informant par tracts la population de Sarcelles, soumis aux pressions de la direction qui cherche à les diviser en embauchant des « extras » pour briser leur grève. L'attitude des délégués C.G.T., comme ceux des autres syndicats, est pour le moins louche ; après avoir laissé les travailleurs de Garges dans l'isolement, ne comptent-ils pas sur l'essoufflement de la grève ? N'est-il pas bizarre de songer à soutenir les travailleurs du BHV de Garges avec une semaine de retard ? N'est-ce pas le résultat d'une tactique d'isolement des luttes ? Les travailleurs apprécieront...*

*Et la manifestation de mardi est encore un bel exemple de trahison. « Une première très parisienne : le défilé en chansons de 10 000 employés » titre le journal « l'Humanité » (le 14-10-70, p. 5) ; c'est vraiment se payer notre tête. Devant 10 000 travailleurs résolus, les patrons auraient dû trembler de peur et lâcher le morceau. Rien de cela ; la délégation des syndicats n'a reçu que de vagues promesses. Devant la résolution de beaucoup d'entre nous, aux premières notes de l'Internationale, les délégués furent les premiers à s'agiter pour nous démobiliser. De toute manière s'ils n'avaient pu y parvenir, les flics de la bourgeoisie étaient là, prêts à intervenir.*

*Camarades, nous sommes trompés ; où est le temps où ceux qui dirigeaient la lutte ouvrière avaient le courage de leurs opinions et défendaient les intérêts des travailleurs opprimés par le capitalisme, régime d'exploitation de l'homme par l'homme ?*

*Aujourd'hui, nous avons repris le travail un peu plus écœurés, alors que les directions syndicales C.G.T., C.F.T.C., F.O., C.F.D.T., se félicitent dans un communiqué « du succès de la manifestation » et envisagent de « réunir le personnel par entreprise pour proposer de nouvelles formes d'action ». Ce qui veut dire : « Patience ! Patience ! Camarades, pendant que le patron empoche et écrase les travailleurs... ».*

*Mais nous avons compris que le temps est venu de prendre nous-mêmes nos responsabilités et de nous organiser en conséquence afin d'isoler ceux qui collaborent avec la bourgeoisie, ceux qui nous divisent pour mieux nous tromper.*

*C'est en unifiant nos luttes, à la base et dans l'action, dans tous les B.H.V. et dans tous les autres magasins que nous porterons des coups sérieux à la bourgeoisie et obtiendrons satisfaction à nos revendications.*

*PAS DE SALAIRES INFERIEURS A 1 000 F !*
*10 % D'AUGMENTATION !*
*LA RETRAITE A 60 ANS !*
*A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL !*

Un travailleur
du BHV d'Ivry
correspondant de l'H.R.

*N.D.L.R. La ligne générale de ce tract est juste ; toutefois la revendication d'une augmentation en pourcentage est, à notre point de vue, erronée. Loin de réduire l'éventail hiérarchique, elle le renforcerait, apportant ainsi de l'eau au moulin des dirigeants révisionnistes de la C.G.T., farouches défenseurs de la hiérarchie « de 1 à 12 », comme l'a déclaré récemment un bonze C.G.T.*

*Nous sommes certains que l'approfondissement de la lutte amènera les camarades d'Ivry et d'ailleurs à une pleine compréhension de cette question.*

## LA SEYNE-SUR-MER : LES RETRAITES CONTINUENT LA LUTTE

Le Bureau de la Section des Retraités du Bâtiment C.G.T. de la Seyne-sur-Mer nous a adressé une nouvelle résolution (voir H.R. n° 74) « En avant pour les retraités ». Il y salue le premier succès que constitue l'augmentation enfin lachée par le pouvoir d'une augmentation de 14,08 % du point des retraites ouvrières, et le présente comme le résultat des luttes constantes poursuivies depuis des années par « *tous les retraités C.N.R.O.* (1) *avec un esprit véritablement prolétarien* ».

Il précise ensuite les revendications qui demeurent non satisfaites et qui « *ne pourront être réalisées que par un puissant mouvement syndical auquel tous les retraités doivent participer activement* », à savoir :

— un séjour d'été dans la Résidence des Isles, en Corse, qui leur a été enlevé par les représentants du patronat dans le Conseil d'Administration National et dans la Direction du C.N.R.O. ;

— le droit de percevoir le 13e mois en fin d'année ;

— la révision des dossiers contenant des lacunes dont les retraités sont les victimes ;

— le passage de l'administration de la C.N.R.O. sous la direction et le contrôle exclusif des travailleurs et retraités adhérents ;

— un minimum de retraite de 1 350 francs par trimestre dans l'immédiat.

Prenant en considération les besoins des masses tels qu'elles les expriment, nous popularisons volontiers ces positions de la section des retraités de la Seyne et nous leur apportons aussi notre soutien sans ambiguïté. Il reste entendu pour nous que seule la révolution prolétarienne instituant la dictature du prolétariat permettra de répondre complètement et définitivement à ces besoins.

(1) C.N.R.O. : Caisse Nationale des Retraites Ouvrières.

# DIJON : BILAN DE L'ACTION DANS LES LYCÉES ET C.E.T.

**Dans un article publié le 14 octobre, le « Monde » dresse un panorama singulièrement déformé de la situation de la gauche révolutionnaire en France.**

**Nous n'allons pas nous attarder à discuter chacune des affirmations de ce journal (sur les divers groupes trotzkystes, le PSU, les groupes « Unir », « Vive la Révolution », etc.).**

**La bourgeoisie, par « Monde » interposé, félicite les trotzkystes pour leur légalisme, se réjouit des sottises de divers groupes pseudo « maoïstes », et c'est bien normal de sa part.**

**Mais à l'en croire, il ne resterait parmi les amis de l'« Humanité-Rouge » que de « vieux Staliniens », les jeunes ayant déserté leurs rangs pour rejoindre « ceux qui agissent » (sic).**

**Nous remercions le « Monde » pour les moustaches idéologiques qu'il veut bien distinguer sur notre visage. Face à l'ennemi de classe et ses complices, nous seront toujours, en effet, des « Staliniens ». C'est pour nous à la fois un honneur et un choix basé sur l'expérience.**

**Mais s'il y a parmi nous, effectivement de nombreux « vieux » camarades, il y a aussi de très nombreux jeunes, étudiants, ouvriers, paysans qui ne confondent pas « remue-ménage » avec « action concrète » et pour qui « ceux qui agissent » ne sont pas nécessairement les plus forts braillards.**

**Les textes ci-dessous, relatent des actions concrètes menées par de très jeunes camarades, lycéens, élèves de C.E.T., étudiants, qui n'en déplaise au « Monde » et aux autres hauts-parleurs de la bourgeoisie n'ont pas hésité quant au choix de leur camp et n'ont pas davantage été troublés par la gesticulation et les libelles des « révolutionnaires » du verbe, chers au « Monde ».**

**Oui, le mouvement révolutionnaire marxiste-léniniste est actuellement l'objet d'attaques furieuses d'ennemis les plus divers. C'est là le rude hommage du vice à la vertu.**

**Mais il en a vu d'autres. Alors même que des hésitants et des faibles chancellent sous cet assaut, de nouveaux combattants, jeunes et moins jeunes, se lèvent. Ils se chargeront de montrer à la bourgeoisie que l'ours dont elle a si vite vendu la peau se porte à merveille.**

H.R.

Au cours de l'année écoulée, des luttes de la masse des lycéens et élèves se sont déroulées au lycée C.E.T. du Castel (d'abord sur les revendications des sections G, à qui le ministère avait promis l'entrée en faculté et à qui il la refusa ensuite), et au C.E.T. des Marcs d'or, contre les brimades et la discipline réactionnaires. Les militants marxistes-léninistes ont eu un rôle important à cause de leur activité, et parce qu'ils ont proposé des justes mots d'ordre : par exemple au lycée C.E.T. du Castel : principe de la grève immédiate, élargissement des revendications à tout le lycée, refus de se mettre à la traîne des adversaires de la lutte, comme le S.N.E.S. ou la Fédération Cornec, comme le voulaient les révisionnistes et les trotskystes ; appel à la lutte contre les brimades, tentative d'explication du rôle des C.E.T., organisation des élèves.

Cependant nous n'avons pas su montrer suffisamment la nécessité de transformer les luttes revendicatives en luttes contre le pouvoir d'Etat bourgeois, pour le socialisme, du fait notamment de notre sous-estimation d'un travail communiste autonome. Nous avons commis aussi l'erreur de vouloir déclencher une lutte de masse (appel à une Assemblée Générale au Castel le 24 avril), sans que les masses en voient la nécessité et même sans une enquête sérieuse préalable, d'où échec.

Nous avons, d'autre part, impulsé la création de Comités d'Action et d'un Comité inter-lycées. Cela a permis un début d'organisation des éléments avancés. Cependant, comme il manquait au départ une base d'accord claire, il y eut une certaine paralysie et un défaut de ligne de démarcation nette d'avec les révisionnistes.

Par exemple, certains réformistes droitiers (P.S.U.) s'opposaient à l'emploi du mot « exploitation » dans un tract traitant des C.E.T., afin de n'effaroucher personne. Au début, nous n'avons pas vu, non plus, qu'il ne pouvait y avoir une organisation de type C.A. stable, sans un noyau communiste. Cependant il y eut un début de rectification de ces erreurs à la fin de l'année scolaire. Ceci permit notamment de rédiger avec d'autres camarades une plateforme de lutte pour les Comités d'Action (que nous publierons ultérieurement).

### Lutte anti-fasciste

Nous avons été quasiment les seuls à tenter de la mener dans les lycées. Si nous avons su donner une explication politique du rôle des groupes fascistes (notamment au lycée Carnot) nous avons eu des insuffisances dans la lutte pratique concrète contre les groupes fascistes. Mauvaise organisation et surestimation des forces fascistes. Nous n'avons pas su assez voir qu'ils étaient totalement coupés des masses et donc nous n'avons pas assez su voir le rôle d'une prise de conscience active anti-fasciste des masses.

Nous avons aussi mené une propagande marxiste-léniniste de masse régulièrement à partir du 3e trimestre. Si nous avons pu faire avancer certaines idées révolutionnaires parmi les masses, nous avons souvent eu des formes d'agitation non liées aux masses (vocabulaire quelquefois compréhensible que pour les seuls « initiés »).

Ces luttes nous ont parallèlement permis de commencer à créer un noyau marxiste-léniniste sur les lycées.

### Situation actuelle

Il y a un certain essor de la combativité des masses qu'il ne faut cependant pas surestimer. Il y a eu lutte de masse seulement quand les élèves se sont sentis atteints directement par une mesure leur apparaissant comme particulièrement scandaleuse.

### Tableau des différents courants politiques

L'INFLUENCE DES GROUPES FASCISTES (Ordre Nouveau, UJP) est limitée aux lycées classiques et modernes, et encore, même là, elle est minime (indifférence et même très souvent hostilité des masses). Cependant une couche réduite, mais non négligeable, est susceptible de tomber sous leur influence (anticommunisme, goût de « l'ordre », volonté d'études « sans histoires »).

La masse des élèves, si elle a des réactions de sympathie pour l'action révolutionnaire, ne voit pas encore la nécessité de l'organisation et entretient de nombreuses illusions réformistes.

LES ELEMENTS AVANCES. Il existe une couche d'élèves marquée par une certaine prise de conscience révolutionnaire. On y voit cependant des tendances gauchistes (anarchistes) et droitières (différents groupes trotskystes, A.J.S., Lutte Ouvrière, Ligue Communiste et P.S.U.). Les erreurs droitières nous semblent nettement plus dangereuses du fait d'assez fortes organisations locales les représentant. On peut voir cependant un début de démystification du trotskysme, liée à notre propre développement et à sa trahison des luttes. Il faut noter aussi que les anarchistes ont eu pendant les luttes de masses des attitudes plus correctes que trotskystes et P.S.U. qui se mettent à la traîne du mouvement et ne cherchent qu'à vendre des cartes.

Développons l'action communiste sur les lycées et C.E.T. !

Développons de larges organisations de lutte contre l'enseignement au service de la bourgeoisie !

Plaçons le mouvement lycéen dans le Front Uni pour le socialisme sous la direction du prolétariat !

## La "Nouvelle Société" : encore un enfant carbonisé !

**Le 17 octobre, dans le bidonville de Noisy-le-Grand, un enfant portugais a péri carbonisé dans l'incendie de la misérable cabane de bois et de torchis où vivait sa famille.**

**Ce genre « d'accident » ne se produit jamais en Chine, en Albanie, en Corée ou au Vietnam, parcequ'il n'y a aucun bidonville et parce que les enfants y jouissent des conditions d'existence les meilleures : celles du socialisme.**

**CITATIONS DU PRÉSIDENT MAO TSÉ TOUNG**

***L'exemplaire : 1,40 F***

***Contre envoi postal sur commande à H. R. : 2,20 F***

## LE S.N.E.S. DIGNE CADET EN RÉVISIONNISME DE LA C.G.T.

*Le S.N.E.S. : syndicat majoritaire des Enseignants dans le second degré, affilié à la Fédération de l'Education Nationale contrôlée par les sociaux-démocrates du Syndicat National des Instituteurs.*

*Ligne syndicale du S.N.E.S. :*

*— Les révisionnistes le dirigent et font concession sur concession pour attirer les enseignants de droite et les titulaires (agrégés et certifiés). Thème : ne pas effrayer la droite et les gagner (en trahissant tout le reste).*

*— Ces conceptions électoralistes dans la profession se retrouvent face au pouvoir : le S.N.E.S. marche à fond dans la politique de concertation et mobilise ses adhérents pour les élections de Conseil d'Administration des lycées.*

*— Les revendications n'ont plus aucun caractère de mobilisation et d'éducation : négociations au sommet, polies sinon chaleureuses avec le ministère et une grève de 24 h par an sur des points confus.*

*— Le S.N.E.S. refuse de poser le problème de fond de l'enseignement. Il ne veut parler que des crédits. La fonction de l'enseignement comme crible et organisme de domination idéologique n'est jamais soulevée : au contraire la démocratisation pour le S.N.E.S. est le passage de tous au moule de la « culture » bourgeoise. Ainsi la sélection issue du plan Fouchet avec la création des C.E.S. n'a fait l'objet d'aucune riposte.*

*— Le S.N.E.S. négocie quelques avantages de salaire, mais en particulier pour les titulaires, d'où élargissement de l'échelle des salaires (ainsi pour les agrégés, la revendication de l'accession aux catégories haut-fonctionnaires). Mais il ne fait rien lorsque le ministère décide pour accroître la répression contre les enseignants révolutionnaires de mettre en vigueur la mutation d'office, atteinte fondamentale au statut de la fonction publique.*

*Tous ces points rappellent trait pour trait la politique de la C.G.T. : démobilisation des masses, concertation avec le pouvoir, politique en faveur des cadres, et surtout non-remise en cause de la structure actuelle de la société.*

*— Cette ligne politique trouve cette année sa consécration. Un grand nombre de postes sont confiés à des auxiliaires sans sécurité d'emploi et sous-payés (30 à 60 % des postes selon les endroits). Ces auxiliaires sont nommés par le recteur (d'où des abus évidents, le piston politique devenant une habitude).*

*— Face à cette situation le S.N.E.S. n'a pas mobilisé l'opinion et les masses : il a choisi une ligne de droite, corporatiste et gestionnaire. Ce syndicat révisionniste a élaboré un barème (1) théoriquement « impartial » pour ce recrutement : politique illusoire puisque le recteur conserve une partie des postes dans son domaine réservé (de 20 à 60 % selon les endroits). Tous les pistons peuvent donc fonctionner librement malgré ce barème.*

*Cette ligne n'est pas seulement illusoire, elle se révèle dès cette année réactionnaire.*

*En effet, grâce à la suppression du latin en 6e et 5e, à l'option facultative de deuxième langue, à la diminution des horaires (maths, français dans le premier cycle) et par le gonflement des effectifs en classe, le ministère a réduit le nombre des postes disponibles : ce sont les auxiliaires qui font les frais de cette politique, une partie étant réduite au chômage.*

*Que permet le barème du S.N.E.S. : c'est lui qui tranche entre ceux qui auront du travail et ceux qui iront au chômage. Ainsi en Aquitaine, pour plus de 7.000 demandes d'auxiliaires, il y a moins de 1.000 places disponibles : 6.000 chômeurs partiels ou complets. Le barème a donné des résultats remarquables : on compte dans chaque département plusieurs dizaines d'auxiliaires exerçant depuis plus de dix ans évincés par des nouveaux diplômés.*

*— Le S.N.E.S. qui a tressé la corde pour pendre ces travailleurs ne fait évidemment rien. On laisse ces chômeurs se débrouiller seuls. Il n'y a pas d'organisation de lutte des sans-travail ni de mobilisation des parents dont les gosses ont des horaires partiels dans des matières fondamentales.*

*La rentrée, grâce à la ligne politique réactionnaire du S.N.E.S., s'est bien passée pour le ministère. Voilà où conduit la ligne de collaboration de classe et de défaitisme des dirigeants révisionnistes.*

(1) Echelle de priorités pour l'emploi, suivant divers critères dont les plus importants sont les titres universitaires.

## POMPIDOU A MOSCOU :

# Un nouvel accord inter-impérialistes

« — Pompidou n'est pas un homme honorable. La cause du capitalisme, qu'il défend, est trop salissante. Mais c'est un homme rusé.

— Ah oui, et alors ?

— Alors ? Ecoute un peu ce qu'il a dit, Pompidou, à la télévision soviétique : « *Je suis sûr que vous ne souhaitez que de pouvoir vivre et travailler en paix, de pouvoir en paix élever vos enfants et préparer leur avenir, de pouvoir profiter de vos loisirs et, quand l'âge est venu, de la retraite dans votre beau pays, tranquillement, librement, heureusement.* »

— Pas mal, en effet, on dirait du Khrouchtchev...

— Ouais, et il est culotté, Pompidou, de parler de la retraite, alors qu'en France, des millions de vieux n'ont pas 40 sacs par mois pour vivre !

— Il a dit aussi qu'il était *fier de notre devise : liberté, égalité, fraternité.*

— Ah ben alors, je suis l'égal de Rothschild, le frère de Servan-Schreiber, et quant à la liberté... tiens, voilà le troisième panier à salade qui vient de passer en un quart d'heure... »

Tels étaient les propos qu'inspiraient, jeudi dernier, le discours de M. Pompidou à un groupe de postiers et de cheminots attablés au café où ils se retrouvent chaque jour, après la cantine, lors de la coupure de midi.

Mais l'aplomb du président-directeur-général de la cinquième République est bien connu, et ne trompe plus les travailleurs, aux prises avec les dures réalités du « paradis » bourgeois.

### QUAND UN IMPERIALISTE RENCONTRE UN AUTRE IMPERIALISTE

Mais ce qui n'aura pas manqué de déconcerter nombre de travailleurs communistes et progressistes c'est ce qui a entouré le voyage de Pompidou en U.R.S.S.

Certes, pour la plupart d'entre eux, l'U.R.S.S. n'est plus la deuxième patrie des ouvriers et des opprimés. Depuis la mort de Staline, le « communisme » de goulasch (1), de Khrouchtchev, puis le « communisme » des blindés, de Brejnev ont défiguré le visage de ce qui fut le premier Etat socialiste du monde.

D'autre part, la coexistence pacifique léniniste implique l'existence de rapports normaux entre Etats à systèmes sociaux différents, et sous cet angle, la visite de Pompidou en U.R.S.S. ne serait pas, en elle-même, un fait scandaleux.

Mais il ne s'agit pas de cela. Le protocole de Moscou daté du 13 octobre indique que les signataires sont : « *Inspirés par leur commune volonté de contribuer au maintien de la paix dans toutes les parties du monde et conscients des responsabilités qui incombent à cet égard à la France et à l'Union Soviétique en tant que membres permanents du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies.* »

La « commune volonté de paix... » etc. ? Le social-impérialisme russe l'a prouvé sur la frontière chinoise en agressant sauvagement la population pacifique des provinces chinoises de Heilongkiang et du Sinkiang, pendant l'hiver 1969. Il l'avait prouvé déjà en août 1968 en envahissant la Tchécoslovaquie, « sœur et alliée » de l'U.R.S.S.

Quant à l'impérialisme français, au moment même où MM. les diplomates signaient leur protocole tout propret, la légion étrangère et les parachutistes râtissaient le Tchad (où ils se faisaient d'ailleurs sévèrement étriller), et que d'autres troupes françaises occupent les territoires de pays étrangers en Afrique, en Océanie, en Amérique.

La déclaration commune franco-soviétique indique, par ailleurs, que les deux gouvernements soutiennent (comme par le passé) la résolution de l'O.N.U. du 22 novembre 1967 et la mission Jarring. En d'autres termes, elle réaffirme le soutien soviétique et français à la légalisation du fait colonial sioniste et à la spoliation du peuple palestinien.

Notons encore que le chapitre sur l'Allemagne ne mentionne même pas l'existence de la République Démocratique Allemande, mais décerne un satisfecit à Bonn.

Notons aussi que le chapitre consacré à l'Indochine se borne à « déplorer l'intervention étrangère ». Ce texte, est comme l'auberge espagnole, où l'on trouve ce que l'on y apporte. Pour les fascistes à la Lon Nol, avec lesquels Brejnev et Pompidou continuent d'entretenir des relations diplomatiques, « l'intervention étrangère » qu'ils inventent et dénoncent, c'est celle des « Nord-Vietnamiens et des Vietcong ».

Le texte de la déclaration franco-soviétique ne fera, sur ce point, nulle peine à Lon Nol, Thieu et leur maître Nixon car le mot « américain » n'y figure même pas, et pas davantage le mot « retrait » (des troupes d'agression). Nixon n'a d'ailleurs pas tardé à exprimer sa satisfaction sur ce point.

Dans le domaine de la politique internationale, le seul fait nouveau, c'est l'approbation par Pompidou de l'idée d'une conférence européenne, défendue sans grand succès jusqu'ici, par l'U.R.S.S. et ses alliés.

Une telle proposition ne sert qu'à tromper les peuples, elle est bien dans la ligne de ceux qui tressaient hier des couronnes à Kennedy et à Johnson « apôtres de la paix ». (Rappelons-nous les louanges de l' « Humanité » et de la « Pravda » à ces deux criminels de guerre, jusqu'à ce que l'indignation des peuples du monde entier les réduise enfin au silence !)

Pompidou n'a donc pas eu à se faire violence pour accepter un tel leurre.

Au demeurant, le « travail préparatoire » prévu dans la déclaration promet d'être long. D'ici là... Eh bien, on parlera de paix et on fera la guerre aux peuples d'Asie, d'Afrique, d'Amérique Latine, ou même aux peuples d'Europe et d'Amérique du Nord, comme aujourd'hui aux Irlandais, aux Québequois, aux Afro-américains et autres minorités nationales des U.S.A. (Indiens, Mexicains, etc.).

Rien de changé.

### OPERATION « PORTES OUVERTES »... EN SIBERIE

L'Etat des monopoles n'est pas une société philanthropique. Les affaires étrangères, pour lui, ce sont d'abord les affaires, tout court. Aussi, en même temps que Pompidou, douze industriels français se trouvaient à Moscou, et ont même déjeuné avec M. le Président, le 13 octobre à l'ambassade de France. Présidée par M. de Calan, membre du bureau du C.N.P.F., cette délégation comprenait des représentants de firmes telles que Babcock-Fives, Rhône-Poulenc, Thomson-Brandt, etc. De quoi a-t-on discuté, entre un toast à « l'amitié des capitalistes français et des bureaucrates soviétiques » et un autre, au progrès du chiffre d'affaires de ces messieurs ? La déclaration commune répond à cette question. Après leurs collègues japonais et ouest-allemands, les capitalistes français vont entrer en force en U.R.S.S., (et notamment en Sibérie, a-t-on précisé officieusement).

En février 1969, des soldats russes sont morts pour « défendre le sol inviolable de la patrie soviétique » selon Brejnev, — en fait pour tenter d'arracher à la Chine Populaire des territoires lui appartenant, (et aussi pour « sonder » ses défenses).

Mais aujourd'hui, c'est la « patrie soviétique » tout entière qui est livrée au capital par les renégats révisionnistes russes !

Il est vrai que ceux-ci peuvent arguer que de leur côté, ils ont obtenu des promesses de marché en France, ainsi que la participation à certains projets industriels tels le complexe sidérurgique de Fos (Bouches-du-Rhône). En intégrant l'économie soviétique à celle des pays impérialistes, la clique de Brejnev donne un coup d'accélérateur à la restauration du capitalisme en U.R.S.S. Elle espère aussi modifier au détriment de ses rivaux-complices de Washington la répartition des zones d'influence.

L'Allemagne de Bonn, le Japon, la France ont des contradictions de plus en plus aigües avec leur chef de file, l'impérialisme U.S.

Mais au lieu d'essayer d'en tirer parti pour affaiblir le camp impérialiste comme c'est le devoir de tout pays authentiquement socialiste, l'U.R.S.S. de Brejnev tente seulement de les utiliser pour améliorer sa position de grande puissance impérialiste. Intégration économique, suprématie militaire, tels sont les atouts grâce auxquels le social-impérialisme russe espère devenir la puissance dominante en Europe et en Asie.

*(suite page 5)*

# EXPLOITATION TYPIQUEMENT CAPITALISTE DE LA CLASSE OUVRIERE EN UNION SOVIETIQUE

Il est inconstestable qu'en Union Soviétique et dans les autres pays où les cliques révisionnistes sont au pouvoir, la polarisation de la société s'accentue d'un jour à l'autre. D'une part on assiste à la concentration des éléments de la nouvelle bourgeoisie révisionniste et à celle des travailleurs exploités d'autre part.

### UN SYSTEME DE SALAIRE CAPITALISTE

Dans le domaine de la répartition, les rapports capitalistes se manifestent en premier lieu dans les systèmes des salaires et des récompenses en vigueur en U.R.S.S. et dans les autres pays révisionnistes. La caractéristique essentielle de ces système réside dans la différence colossale entre la rétribution accordée à la masse des travailleurs et celle de l'appareil dirigeant qui se compose de la nouvelle bourgeoisie révisionniste. Et cette grande différence dans les salaires est considérée par les révisionnistes comme une application « créatrice » des principes léninistes. Il suffit de donner un exemple : « Ekonomiceskaya Gazeta » (n° 31 - juillet 1970) a donné le règlement type du salaire et des récompenses supplémentaires du personnel dirigeant des sovkhoses. Si on étudie attentivement ce règlement, il ressort que le salaire des dirigeants de ces sovkhoses et les rétributions supplémentaires légalisées, est 9-10 fois plus élevé que le salaire moyen d'un travailleur de l'agriculture. Dans l'industrie et dans les autres secteurs la nouvelle bourgeoisie empoche, au détriment de la classe ouvrière, des salaires et des récompenses encore plus grands. On en parle d'ailleurs couramment dans la presse officielle de l'Union Soviétique. C'est ainsi que dans le n° 2 - 1970 de la série économique de la revue révisionniste « Viestnik Moscovscovo Universiteta » il est dit, à la page 47, qu'en base des données de la direction des statistiques dès 1967, les ingénieurs et les techniciens ont touché en moyenne, chaque mois, 12 fois plus de récompenses que les ouvriers et les employés 6-7 fois plus.

Ainsi donc, dans les conditions du nouveau système de la direction et du « stimulant matériel », indépendamment de la propagande et de la démagogie révisionnistes, les ouvriers sont soumis à des cadences de travail insoutenables, à l'exploitation capitaliste toujours plus évidente et à une différenciation colossale de la rétribution.

### AUGMENTER LA PRODUCTIVITE SUR LE DOS DES OUVRIERS

Sous le prétexte qu'il faut augmenter la productivité du travail, indique plus loin « Zeri i Popullit », les entreprises soviétiques appliquent toutes les méthodes capitalistes pour intensifier encore plus le rythme du travail, réduire continuellement le nombre d'ouvriers afin « d'économiser » sur le fonds des salaires et augmenter de la sorte les profits et les récompenses des dirigeants des entreprises.

Récemment, la presse soviétique a fait une grande publicité à la prétendue expérience du combinat chimique « Chetchekky ». A quoi consiste, en fait, cette «expérience» ? Pour accroître les fonds des récompenses destinées aux dirigeants des entreprises découlant soi-disant de l'augmentation de la productivité du travail, les directeurs d'entreprises augmentent le rythme du travail d'une façon infernale, ils réduisent le nombre d'ouvriers et les mettent sur le pavé. Le fonds des salaires que l'on « économise » en licenciant les ouvriers sert à la nouvelle couche bourgeoise à s'attribuer des récompenses et à accroître ses revenus. A la suite de l'application de cette « expérience » on a déjà licencié 900 ouvriers et on s'apprête à en licencier encore 1 300. Cette « expérience » a été saluée par la clique Brejnev-Kossiguine qui l'a recommandée à toutes les entreprises et sovkhozes de l'U.R.S.S. Il est hors de logique de se demander en quoi cette méthode d'exploitation et cette incertitude de travail pour les ouvriers

*(suite page 5)*

Le gérant responsable : M. DURAND. Commission paritaire n° 47 291 des Papiers de Presse. diffusion N.M.P.P. Imprimerie N.P.P. - Paris (20e) dépôt légal 4e trimestre